



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HTE GARONNE
COMMUNE DE LABEGE

N° : 015A - 2024.

Nomenclature : 6.1

Publication numérique le : 22 - 01 - 2024

**ARRETE MUNICIPAL
TRAVAUX DU VIADUC DU METRO RUE
BUISSONNIERE ET L'OCCITANE DU
22/01/2024 AU 14/05/2024
(PROLONGATION 244A_2023)**

Le maire de la commune de LABEGE,

- Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses articles L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-4 ;
- Vu le Code de l'Environnement et son article L.541-46 et R.541-78 ;
- Vu le Code de la Route et ses articles L.411-1, R.110-1, R.110-2, R.411-5 à R.411-28, R.412-7 à R.412-33, le R.417-3 et les articles R.417-10 et R.417-12 ;
- Vu le Code Pénal et son article R.610-5 ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L.511-1 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.113-1 et R.113-1 ;
- Vu l'arrête interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrété interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I-huitième partie : signalisation temporaire.
- Vu le règlement sanitaire départemental de la Haute-Garonne ;
- Vu la demande de l'entreprise BOUYGUES TP RF représentée par Pierre Emmanuel HENAFF (pe.henaff@bouygues-construction.com / 06-61-00-40-97) sise, 25, avenue de Galilée , 31130 Balma.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux temporaire sur le domaine public, il y a lieu de réglementer momentanément la circulation, le stationnement des véhicules, le passage des piétons, la sécurité des ouvriers et des usagers aux abords de cette zone de travaux pendant toute la durée des

travaux ;

Considérant qu'une mesure particulière doit être prise dans l'intérêt de la sécurité publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Considérant le retard accumulé lors des travaux prévus par l'arrêté 244A_2023, il est autorisé à l'entreprise BOUYGUES TP de réaliser les travaux dans la période du 22/01/2024 au 14/05/2024 inclus, sur une durée de 114 jours calendaires, pour la réalisation d'infrastructure et de superstructures des appuis du viaduc du métro de la ligne C, sur la rue Buissonnière et l'Occitane sur la commune de Labège.

En raison des travaux effectués par l'entreprise bénéficiaire qui se déroule temporairement sur le domaine public sur les voies de la Buissonnière et l'Occitane sur la commune de Labège, 02 phases de circulation sont envisagées :

Phase 1 :

La première intervention pour les travaux de structure est prévue pour une durée de 8 semaines.

Début de l'intervention semaine 4 (22/01/2024) et fin prévue semaine 11 (16/03/2024).

Sur la voie l'Occitane la circulation est basculée sur la chaussée opposée. La circulation de tous types de véhicules est alternée sur la chaussée par des feux tricolores temporaires KR11 et mise en place de la signalisation nécessaire.

Sur la rue Buissonnière la circulation est basculée sur la chaussée opposée. La circulation de tous types de véhicules est alternée sur la chaussée par des feux tricolores temporaires KR11 et mise en place de la signalisation nécessaire.

Phase 2 :

La seconde intervention pour les travaux de structure est prévue pour une durée de 10 semaines.

Début de l'intervention semaine 11 (11/03/2024) et fin prévue semaine 20 (14/05/2024).

La circulation se fait sur demi chaussée à l'aide d'alternat de circulation sur la Buissonnière et l'Occitane.

Une signalisation temporaire indiquant le passage la traversée pour les piétons (voie l'Occitane) et les sorties de camion (voie Buissonnière) seront nécessaire.

La vitesse de tous types de véhicules est limitée à 30 km/h sur la zone de travaux.

Le stationnement de tous types de véhicules est interdit sur la zone de travaux.

Le dépassement de tous types de véhicules est interdit sur la zone de travaux.

La continuité piétonne est assurée en amont et en aval du chantier.

ARTICLE 2 :

L'accès et le libre accès aux véhicules de secours, d'urgence et de service public sont possibles et facilités pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, de jour comme de nuit.

ARTICLE 3 :

Les signalisations de restrictions seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La pose, le maintien ou le retrait de la pré-signalisation, de la signalisation de danger, prescription, restriction, fin de prescription et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité exclusive de l'entreprise bénéficiaire.

ARTICLE 4 :

Les voies et espaces publics doivent être tenues propres, les entreprises doivent veiller à ce que le domaine public aux abords du chantier soit laissé propre, toutes dispositions doivent être prise afin de nettoyer sans délai les chantiers et leurs abords.

Il doit être veillé également au nettoyage complet des espaces alentours et des voies directement impactées par les salissures du chantier, le maintien des dispositifs de sécurité de la signalisation et de la clôture de chantier est obligatoire les veilles de week-end, jours fériés et jours de congés de l'entreprise.

En cas de défection, la commune se réserve le droit de s'y substituer, les frais induits d'intervention et de procédure seront portés à la charge de l'entreprise en charge de ce chantier.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté municipal temporaire est affiché obligatoirement sur le lieu d'intervention 48 heures à l'avance et pendant toute la durée des travaux de manière visible sur des supports semi-rigides à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux conformément aux mentions stipulées dans l'article 1^{er} du présent arrêté municipal temporaire.

En cas de manquements, les chantiers seront arrêtés sur le champ.

Dès la fin des travaux entrepris, les panneaux de signalisation temporaire, les dispositifs de sécurité, engins de chantiers, matériels et matériaux de toutes sortes devront être obligatoirement enlevés par l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux.

Toutes infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté municipal est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux et places habituels de la commune de Labège.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de Labège ;
M. le Directeur Général des Services de la commune de Labège ;
M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Orens de Gameville ;
Les agents de la police municipale de Labège ;
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Ampliation du présent arrêté municipal temporaire sont adressés à :
Aux demandeurs et bénéficiaires.
SICOVAL.
TISSEO.

Fait à Labège, le 22.01.2024
Pour copie conforme
Le maire

Laurent Chérubin



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.